et de tout ce qu'ils symbolisent, mais encore dignes non seulement de nos ancêtres des travaux de qui nous jouissons, mais aussi, si c'est possible, de ceux

"Who ventured life and love and youth"
"For the great prize of death in battle."

J'ai trop longtemps abusé de la patience de cette Chambre où les paroles sont notre monnaie courante et où, suivant la loi universelle, une émission illimitée provoque une baisse correspondante. Toutefois, avant que mes paroles, ces jetons sans valeur, disparaissant du marché de la mémoire, je voudrais consigner ici un message qui pût nous servir de guide pour les jours à venir, message recueilli au lit d'agonie d'un illustre homme d'Etat anglais, car il est mort quelques jours après avoir prononcé ces paroles. Ancien gouverneur général du Canada, on pourrait parfaitement lui appliquer cette joyeuse épithaphe "heureux j'ai vécu, heureux je meurs".

Je ne le sais que trop bien, ces simples et naïves paroles de feu lord Grey provoqueront peut-être le sourire du cynique et du mondain, "ces esprits peu élevés" qui les relégueront au domaine de la chaire et parmi les contes des nourrices; mais à mon avis, les idéals, dont on s'inspire dans la vie privée, doivent être les étoiles fixes qui nous orientent sur la mer orageuse de la politique, ou bien, pour citer les paroles de Lowell "le réel ne trouve de base inébranlable que lorsqu'il repose sur l'idéal". Voici donc ce message et puisse-t-il se graver dans le cœur de tout véritable citoyen:

"Il Caut cesser de se quereller. Il faut s'unir. Il faut comprendre que nous sommes tous membres d'une même famille.

Rien ne saurait servir à l'humanité, j'en suis parfaitement sûr, sauf l'amour. L'amour est la seule et unique voie. Voilà mes adieux au monde."

M. McGREGOR: Monsieur l'Orateur, l'honneur tout à fait imprévu m'est échu d'appuyer la motion développée avec tant d'éloquence par l'honorable député de London (M. Cronyn). Mes honorables collègues le savent, je n'aspire nullement à figurer parmi les faiseurs de harangues, et à titre de jeune parlementaire, je dois solliciter l'indulgence de nos collègues, pendant que je m'acquitterai du devoir qui m'est imposé.

Je dois ajouter que cet honneur s'adresse à l'important collège électoral que je représente ici plutôt qu'à moi-même et je l'accepte avec cette réserve. Au nom de mes électeurs, je tiens à dire combien j'apprécie l'honneur qu'on me fait en me confiant la tâche d'appuyer l'adresse à la première session dans cette belle salle législative qui vient d'être reconstruite.

Tous les députés, monsieur l'Orateur, déplorent sans doute sincèrement l'absence du premier ministre et espèrent qu'avant longtemps il nous reviendra, en parfaite santé. Les hommes se succèdent ici dans la vie parlementaire, comme dans les autres carrières, quelques-uns laissant une faible empreinte et d'autres une empreinte indélibile de leur personanlité et de leur puissance. Sir Robert Borden, d'aveu commun, est un de nos grands hommes d'Etat. C'est une figure marquante de notre immense empire, et un homme d'Etat de réputation mondiale.

Il va sans dire que tous ne voient pas du même œil que lui en matière politique, mais personne n'a jamais révoqué en doute ni son honneur, ni sa profonde sagacité, ni son dévouement au pays, ni sa puissante influence. Les énormes responsabilités qu'il a assumées depuis cinq ans ont évidemment ébranlé sa forte constitution, et aujourd'hui on peut bien le considérer comme un des blessés de la grande guerre.

L'honorable député de London (M. Cronyn) a si parfaitement mis en lumière les divers projets de loi proposés dans le discours du trône qu'il me reste peu à dire. Il a étudié à fond la situation financière, le succès qui a couronné la négociation de nos emprunts de guerre, emprunts qui, au cours de cette guerre, ont si puissamment influé sur la prospérité de notre agriculture et de notre industrie.

Le succès qui a couronné nos efforts pour faire face aux dépenses de la guerre, a été toute une révelation pour le peuple canadien. C'est la preuve que le Canada entendait bien soutenir la guerre jusqu'à la victoire définitive, et en outre, un an après la signature de l'armistice, le public canadien a répondu à l'appel du ministre des Finances, en souscrivant à l'emprunt bien au delà du chiffre fixé par le ministre.

J'estime que l'on a raison de tirer la conclusion que le peuple canadien a confiance en ceux qui ont présidé aux destinées du pays dans la période la plus critique de notre histoire.

Lors de la formation du gouvernement d'union, une des promesses qui furent faites a été que les soldats revenus du front auraient la préférence dans les emplois de l'Etat. En parcourant les documents officiels, je constate que le nombre des officiers et des soldats démobilisés s'est élevé à 338,137. Sur ce nombre, 25,532 ont trouvé des situations dans les différents dépar-